La leçon de la COMMUNE

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-sixième année. — N° 363
JEUDI 4 JUIN 1953
LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

Pour un 3e Front Révolutionnaire International

INTERNATIONALE ANARCHISTE

NOUS sommes sans doute les seuls qui, après quatre-vingt-deux ans, portent encore en eux, vivant, le souvenir de la Commune.

Non seulement parce que nous savons commémorer dignement cette lutte grandiose du Prolétariat, la première qui ait été plus qu'une Révolte. Non seulement parce que nous n'y mêlons pas « l'infâme drapeau tricolore » des Versaillais. Mais parce que toute notre conception de la lutte révolutionnaire reste fidèle à l'attitude de nos pères, les militants de la Première Internationale, en 1871. Que fut en effet la Commune ? A l'origine une révolte du peuple de Paris contre la capitulation et la réaction versaillaises. Mais à l'occasion de cette lutte en apparence, uniquement patriotique, devaient se révéler les aspirations du prolétariat parisien. Le mérite des militants de l'Internationale fut de participer à la Commune pour lui donner au maximum un caractère révolutionnaire de classe bien marqué par la négation de l'Etat bourgeois et l'avènement du peuple en armes. Sans doute les réalisations sociales de la Commune manquèrent-elles d'audace, mais, dans des circonstances dramatiques, isolée du reste du pays malgré les efforts des révolutionnaires des villes de Province (en particulier Lyon, Marseille Narbonne) et handicapée par l'influence légalitaire d'une majorité jacobine, la Commune, sous la pression du prolétariat des gardes nationaux fédérés, et l'impulsion des « Internationalistes », devait donner aux travailleurs du monde entier, un exemple inoubliable non seulement de détermination mais de réorganisation : jamais les services publics, ne fonctionnèrent mieux, à moins de frais, et en pleine guerre. Bakounine l'avait immédiatement saisi alors que Marx qui devait ensuite se rallier à la Commune et la citer en exemple, n'eut au début que sarcasmes pour cette tentative de révolution ouvrière. Les Varlin, les Reclus, les Ferré ne pouvaient hésiter sous prétexte de fallacieuses analyses politiques : à Paris, le peuple se battait, en se battant il nierait la domination bourgeoise et passerait au socialisme, il fallait se battre avec lui, mourir au besoin avec lui dans cette tentative gigantesque qui constituerait au moins une expérience prodigieuse pour le prolétariat mondial.

Le Comité National de la Fédération Anarchiste s'est rendu au Mur des Fédérés pour déposer au nom de toute l'organisation une plaque commémorative.

Dans notre prochain numéro, une page sera consacrée à la Commune, avec des textes inédits.

Et le mot lui-même « Commune » devait rester, face à l'expansion captieuse et équivoque d'Etat ouvrier, dans toutes les révolutions ultérieures, le drapeau du véritable pouvoir ouvrier, celui que le peuple garde en ses mains au lieu de l'abdiquer dans celles des politiciens de la Révolution : Commune de Cronstadt, Commune de Berlin, Commune de Budapest, Communes d'Ukraine et d'Espagne !

La présence de l'avant-garde communiste-anarchiste dans toutes ces Communes, c'est la marque de notre constance révolutionnaire.

Aujourd'hui, notre soutien, notre participation aux mouvements populaires coloniaux, même imprégnés de nationalisme, notre présence dans les grèves et les mouvements même empêtrés de confusionnisme, mais dans lesquels la lutte de classes sous-jacente doit se manifester de plus en plus vigoureusement, marque toute notre tactique.

Nous ne négligeons pas de porter le témoignage de notre hommage au mur des Fédérés. Mais c'est dans notre lutte, âpre et enthousiaste, de chaque jour, tendue vers la Révolution, que nous manifestons notre fidélité à la Commune et aux plus clairvoyants et aux plus purs de ses combattants.

LIB

La classe ouvrière doit passer à l'action afin d'éviter le triomphe de la réaction bourgeoise

LA semaine dernière, nous analysions rapidement dans notre éditorial les causes des crises ministérielles qui ne sont apparues que comme l'expression des contradictions et de l'état de crise profonde et permanente du régime. La solution au prolongement du système ne pourrait être, disions-nous, qu'un fléchissement encore plus poussé vers un gouvernement réactionnaire, vers une étatisation extrême.

Vincent Auriol, fidèle gardien des intérêts de la bourgeoisie, a cru devoir ne pas hésiter sur le choix du nouveau président du Conseil, et Paul Reynaud était pressenti. Le choix de cet homme haï par la classe ouvrière a été fait à son heure. Reynaud est l'homme que la bourgeoisie s'impose aux moments des grands dangers. Ministre des Finances de 1938 à 1940, il s'est employé à liquider la plus grande partie des conquêtes que la classe ouvrière arracha en 1936 et à écraser la classe ouvrière en emprisonnant les militants de l'avant-garde révolutionnaire.

Si Paul Reynaud a conscience du danger très grand que court le système économique et politique de la bourgeoisie, il a aussi conscience de l'indécision, des oppositions d'intérêts qui paralysent la bourgeoisie française et qui la vouent à l'immobilisme mortel.

Il se présenta donc devant l'Assemblée pour son investiture sans avoir consulté aucun groupe, décidé à mettre la bourgeoisie devant ses responsabilités. La manière dont il se présenta, la condition qu'il imposa avant la constitution de son gouvernement — Reynaud demandait que la dissolution de l'Assemblée fût automatique en cas de renversement du cabinet dans les dix-huit mois suivant sa formation — impliquait plus qu'une majorité, mais bien un ralliement de la bourgeoisie autour du gouvernement qu'il formerait.

La bourgeoisie se montra encore une fois incapable de comprendre la situation et refusa l'investiture à l'homme qui se propose de la sauver malgré elle.

Reynaud a posé en effet le problème clairement. Les tergiversations, les gouvernements qui se succèdent à la queuleuleu et constitués pour donner satisfaction à chaque fraction de la bourgeoisie à tour de rôle ne sont plus de mise. Il y a l'intérêt général du système à sauver.

A l'heure où notre journal sort, nous ne savons pas si le radical Mendès - France, sollicité après l'échec de Reynaud, s'est vu donner la confiance de l'Assemblée. Cela importe peu, car, quoi qu'il en soit, l'homme qui sera investi devra mener une politique de force. L'hypocrisie des discours sur le libéralisme par les différents chefs de gouvernement ne dupe plus personne, pas plus d'ailleurs que les opinions de certains démocrates qui essaient d'établir de subtils accords parlementaires qui pourraient se faire pour le plus grand bien du pays. Un gouvernement de centre droit ou de centre gauche avec les socialistes, qui finiront bien, un jour ou l'autre, par accepter cette combinaison, ne pourra faire autre chose que ce que lui imposent les nécessités économiques du système capitaliste.

Devant cette nécessité que la bourgeoisie a de se donner un gouvernement fort, dressé d'abord contre la classe ouvrière, les travailleurs n'ont qu'un recours : l'action directe pour les revendications, pour l'offensive vers la révolution.

René LUSTRE.

Vont-ils assassiner Julius et Ethel Rosenberg ?

LES nouvelles sont de plus en plus alarmantes en ce qui concerne le sort de Julius et Ethel Rosenberg. La Cour Suprême vient de rejeter le pourvoi en grâce et la revision du procès des deux condamnés.

La date d'exécution a été fixée dans la semaine débutant le 15 juin.

L'impérialisme américain va donc accomplir un nouveau crime. Après Sacco et Vanzetti, après Mac Gee, après combien d'autres, les assassins, qui président aux destinées du capitalisme américain, ont le droit de tuer impunément.

L'acte est là, le crime se prépare dans la prison de Sing-Sing. Julius et Ethel Rosenberg sont dans les cellules des condamnés à mort. Cette décision, des juges Kaufmann et Vinson de la Cour Suprême, n'est-elle pas en étroite relation avec l'exécution des quatre espions passés par les armes par les autorités soviétiques.

Malgré le démenti « formel » du Département d'Etat, et nous savons ce que peut valoir un démenti d'autorités d'Etat, tout semble démontrer que la décision prise à l'encontre des Rosenberg, n'est que pure représaille vis-à-vis du gouvernement soviétique. La presse pouvait, à juste titre, écrire qu'un raidissement de la politique de l'U.R.S.S. s'amorçait, mais elle n'alla pas plus loin et ne rechercha pas, outre mesure, les conséquences directes ou indirectes de cet aspect nouveau.

Nous pensons, au contraire de tous nos confrères, que l'attitude de l'U.R.S.S. se répercute en ses moindres détails dans le comportement des hommes politiques des U.S.A. et l'arrêt de la Cour Suprême vis-à-vis des Rosenberg est lié directement à cela. Car, ainsi que dans tous les pays, si le pouvoir judiciaire est, en droit, autonome du pouvoir politique, il ne l'est pas en fait.

Cela mènerait donc à cette conclusion logique, que certains trouveront absurde, mais qui peut se vérifier sur maints faits anciens, que le gouvernement de l'U.R.S.S., par son coup d' « éclat » contre les quatre espions, a forcé la décision de la Cour Suprême — alias gouvernement des U.S.A. C'est-à-dire que la vie des Rosenberg est moins que rien pour les tenants des deux blocs.

En prenant la décision de l'arrêt de mort, les U.S.A. veulent montrer leur fermeté. En forçant, ces derniers à exécuter les Rosenberg, l'U.R.S.S. joue gagnante sur le plan propagande.

Cela paraîtra impensable pour les lecteurs de la presse stalinienne ou autre. La débauche de propagande en faveur de la grâce des Rosenberg faite par les journaux staliniens ou crypto-staliniens pourrait démontrer le contraire. Entre ce qui s'écrit, se dit et se trame dans les sphères politiques ou gouvernementales, quel précipice ! Quelle imposture ! Que de mensonges ! Que de crimes ! Les Rosenberg n'ont plus que nous comme vrais défenseurs, comme *leurs seuls défenseurs*. Et si la Fédération Anarchiste n'a pas hésité, dès le début, à prendre leur défense, c'est non point par un vague sentiment d'humanisme, mais parce qu'elle considérait que ce procès d'opinion, cette sentence de mort était le résultat du heurt des deux blocs impérialistes.

Leur défense, c'était la répercussion naturelle de notre combat 3e Front qui s'affirme plus que jamais comme étant la seule lutte véritable sur tous les plans de l'action ouvrière contre les blocs impérialistes antagonistes.

Nous devons continuer d'agir pour la grâce et la liberté des Rosenberg. Nous devons les sauver ! Envoyez toutes vos protestations soit à l'ambassade des U.S.A., rue Boissy-d'Anglas, Paris (8e), soit au domicile personnel de l'ambassadeur, 3, avenue d'Iéna, Paris (16e).

René GERARD.

Le jeu sournois de la vieille salope Rhee cache mal la putréfaction du capitalisme occidental

SYGMAN RHEE, l'hystérique et sadique vieillard président du gang d'assassins qui se nomme gouvernement de la Corée du Sud, commence-t-il à gêner ses patrons américains par ses incartades intempestives ?

Non contentes de s'être brouillées depuis longtemps avec la gâteuse O.N.U., suspecte de pacifisme et de démocratisme, les autorités sud-coréennes vont-elles se rebeller maintenant contre ceux-là mêmes qui les ont installés dans leur repaire d'oppresseur du peuple: les occupants yankees.

En effet, on pourrait croire à première vue à une divergence foncière entre les points de vue des Américains et des Sud-Coréens quant à l'issue de la guerre de Corée. Il n'en est rien !

Tout le monde sait, en effet, que le Haut Etat-Major U.S. n'a pas plus envie de voir le massacre d'Extrême-Orient finir que la clique militaro-apache de Sygman Rhee.

Les seules raisons qui, à Pan-Mun-Jom, ont poussé les négociateurs américains à accepter à contre-cœur les propositions de paix voisines de celles présentées par Nehru il y a un an, sont : d'une part, les réticences des alliés européens et notamment anglais vis-à-vis de la politique d'agression du Pentagone, et d'autre part, la lassitude de l'opinion publique américaine vis-à-vis de l'interminable et absurde hécatombe de Corée. N'oublions pas qu'une des promesses électorales qui assurèrent le succès de l'hypocrite mystificateur qu'est Eisenhower, fut l'assurance d'arrêter rapidement la saignée d'Extrême-Orient.

L'Etat-Major américain se voit donc forcer de simuler une attitude conciliatrice sur la scène internationale de Pan-Mun-Jom, pour ne pas se couper des alliés anglais, ni trop écœurer les trop sensibles pères de famille du Middle West.

Mais ces psalmodies grotesques risqueraient, malgré tout, de tromper quelques naïfs.

Heureusement que les dirigeants américains ont encore dans leurs poches des marionnettes comme Rhee et consorts, capables de redonner du feu au ventre à tous les incendiaires qui rêvent de partir vers le Yalu, la Mandchourie, Pékin et Moscou, Sygman Rhee, comme Tchang Kaï-Chek ou Bao-Daï, et les autres porte-parole des aristocrates obscènes, qui frissonnent à l'idée du partage des terres, restent le véritable soutien de l'impérialisme américain en Asie.

Ils ne font qu'exprimer, dans un bellicisme cynique, la volonté mal dissimulée des Mac Carthy, Mac Arthur et autres Mac, pauvres crétins physiologiques, qui sont les souteneurs du débile mental au sourire inexpressif, qui représente la grande Démocratie américaine, le nouvel Al Capone : Dwight Eisenhower.

J. LANDREAUX.

Face à la guerre froide des deux blocs qui renaît

La lutte de classe s'intensifie

APRES avoir connu toutes les transes de la peur, les bourgeoisies occidentales viennent enfin de pousser un soupir de soulagement.

C'est que cette offensive de paix lancée par l'U.R.S.S. commençait à devenir terriblement gênante, en particulier en Corée.

En ce pays chaque adversaire, tout en désirant secrètement voir se continuer la guerre, se montre cependant comme un champion de la paix. Et c'est à celui qui ira le plus loin (oh ! lentement, certes et avec bien des détours) dans les propositions, les contre-propositions et les acceptations.

Mais il est permis de penser que le doute se glissait dans le cœur de chaque partie : « Et après tout, si pour des raisons que nous ignorons, les dirigeants de l'U.R.S.S. voulaient vraiment la paix en Corée ?... » « Et après tout si pour des raisons que nous ignorons, les dirigeants U.S.A. voulaient vraiment la paix en Corée? »...

Et si nous n'avons pu assister au malaise régnant dans la bureaucratie de l'U.R.S.S., nous avons par contre très bien saisi l'inquiétude où étaient plongées les bourgeoisies du bloc occidental.

Toute la presse, sans exception (à part les journaux d'obédience stalinienne) s'est attachée à démontrer que le Kremlin ne pouvait être de bonne foi, qu'aucun de ses actes n'était « probant ».

Les cours de la bourse U.S. étaient en baisse et on parlait déjà de crise économique, bruits d'ailleurs vite tus. Ils démontraient trop crûment la nécessité de l'économie de guerre pour ce pays et généralisés, ils auraient mis les diplomates de la Maison Blanche en état d'infériorité devant les propositions perfides du Kremlin.

Mais voilà que la *détente* s'est produite. Toute la presse des bourgeoisies occidentales pense avoir enfin la preuve que l'U.R.S.S. ne « veut plus la paix ». Il s'agit bien évidemment de l'affaire d'espionnage découverte en Ukraine par le ministère de l'Intérieur et de l'exécution rapide des quatre espions.

Rappelons brièvement les faits. Quatre espions, qui auraient été parachutés le 26 avril par un avion U.S. en Ukraine, ont été arrêtés. Ils avaient l'attirail complet du métier : armes à feu, poison, postes de radio à ondes courtes, radiophares pour diriger les avions vers un objectif, équipement pour fabriquer de faux documents soviétiques, fortes sommes en monnaie soviétique, etc...

Ces espions avaient aussi de mauvais antécédents. Ils avaient collaboré pendant la guerre et fait exécuter de nombreux partisans de la résistance russe.

C'étaient donc des espions absolument parfaits, tels qu'on n'a jamais fait mieux... Ils ont en outre dévoilé l'existence d'écoles d'espionnage américaines à Bad Wiessel, Munich, Francfort, Kaufbeuren, Bad Woreihofen ; ceci, bien entendu, démenti par Washington (on s'y serait attendu !...).

Essayons de faire le point dans cet enchevêtrement complexe. D'une part se trouve la politique occidentale qui est une politique de guerre typique parce que soumise à une économie occidentale qui est une économie de guerre elle-même typique.

D'autre part se trouve la politique de l'Est que nous ne pouvons juger qu'à travers sa diplomatie avec l'Ouest. Cette diplomatie nous apparaît incohérente, soumise à des revirements soudains et apparemment inexplicables.

C'est que nous avons toujours tendance à négliger le principal facteur que sont les réactions du peuple travailleur de Russie, l'énorme majorité de la population de ce pays.

N'oublions pas que, comme pour le monde occidental, si la classe dirigeante aspire à la guerre, les classes exploitées aspirent à la paix.

La mort de Staline a certainement créé en U.R.S.S. un durcissement de la lutte de classe qui a imposé une certaine souplesse aux dirigeants du Kremlin. Ils ont donc lancé leur offensive de paix, qui, tout en ayant des répercussions importantes sur le plan extérieur, en a eu de plus importantes encore sur le plan intérieur.

Aujourd'hui, les dirigeants staliniens sont rassurés. Ils ont repris solidement les rênes du pouvoir en main et le peuple russe est à nouveau solidement garrotté. En avant donc vers un nouveau durcissement de la guerre froide !

Nous devons reconnaître que cette histoire d'espions est vraiment parfaite et on voit encore là le désir de ne pas brusquer les travailleurs. En effet, quoi de plus normal que l'exécution d'affreux espions doublés de collaborateurs assassins. Quoi de plus normal que de publier leurs aveux et en particulier l'existence des écoles américaines (qui existent certainement d'ailleurs mais qu'il eût été de bonne guerre, dans le cadre de l'offensive de paix, de ne pas dévoiler).

Ainsi le Kremlin a pu rassurer les Occidentaux sur ses intentions profondes de guerre tout en ménageant au maximum le désir de paix du prolétariat russe.

Tout ceci montre que les blocs sont loin de marcher sans contradictions internes. Si la volonté de paix des travailleurs occidentaux se développe chaque jour, celle des travailleurs de l'Est se concrétise jusqu'à influer de façon prépondérante sur la politique de la dictature stalinienne Partout la lutte de classes s'intensifie et c'est de là que vient finalement l'inquiétude de tous les oppresseurs. Ils craignent que les travailleurs, au lieu de s'entretuer, se dressent dans le 3e FRONT révolutionnaire et les liquident.

P. PHILIPPE.

Une victoire à remporter contre l'obscurantisme religieux

Exigeons le retour, en ce pays, de Robert et Gérald Finaly

LES enfants Finaly ne sont toujours pas revenus, malgré les protestations d'un large courant de l'opinion publique. L'affaire dure depuis bientôt six mois ; elle est venue à point montrer aux optimistes, qui pensent que la politique de la « main tendue » est rentable, que l'église n'a pas désarmé et qu'elle est restée, dans sa doctrine et dans ses buts, fidèle à ce qu'elle était au XIIIe siècle.

« *L'Eglise*, dit le Père Riquet, *est contre tout enlèvement de force, mais s'il y a eu baptême, même par force, le converti doit être considéré comme catholique* ». L'Eglise ne veut pas que les Finaly ne soient plus considérés comme catholiques : elle les garde et, pour cela, elle les a enlevés. Le baptême, par force, conditionne l'enlèvement de force.

Les catholiques posent comme dilemme : le talmud ou le catéchisme : nous refusons ce dilemme. Si les enfants reviennent en France, ce sera une victoire sur le cléricalisme renaissant. Voici le sens exact de notre protestation. La justice bourgeoise a montré qu'elle ne pouvait rien en cette affaire, seul le courant de protestation, s'il s'amplifie, peut être un facteur déterminant dans le retour des enfants.

Lorsque les jeunes Finaly seront libérés, nous souhaitons les voir confiés à une organisation laïque (école moderne, communauté d'enfants) où ils pourront s'épanouir le plus librement possible et où, en tout cas, ils seront au moins à l'abri de l'obscurantisme religieux.

La loi Barangé était un signe de la montée cléricale, l'affaire Finaly en est un autre qui, pour n'être pas du même ordre, n'en est pas moins très alarmant. Les organisations ouvrières n'ont pas compris que cette affaire indiquait un renouveau du cléricalisme très dangereux. Tout est lié, répétons-le encore. Ne pas comprendre le danger clérical, c'est s'exposer à subir une régression sociale qui s'accompagnera de répressions à coup sûr.

Au moment où les Finaly sont honteusement cloîtrés, un archevêque découvre la lutte des classes et fait une analyse exacte de ce phénomène historique (voir *Libertaire* n° 362). Ne nous y trompons pas, le clergé n'opte pas pour cette lutte des classes et, dans une certaine mesure, il la dénonce comme un danger. Il se montre clairvoyant, sans plus, et n'apporte aucune solution, sinon celle de l'Eglise de toujours, celle de l'Eglise du moyen âge, c'est-à-dire résignation et charité qui sont des facteurs de stagnation sociale et de profits pour le haut clergé. La déclaration de l'archevêque de Bordeaux est suspecte d'autant plus lorsqu'on la met en parallèle avec l'attitude de l'Eglise lors de l'affaire Finaly.

Comment un même organisme peut-il cloîtrer des enfants, refuser systématiquement de donner toute information à leur sujet et, en même temps, se donner un vernis révolutionnaire ? En voulant se montrer plus clairvoyant que le capitalisme, l'Eglise conservatrice et obscurantiste veut seulement « sauver les meubles » en se donnant ainsi la possibilité de stopper adroitement toute marche en avant. Les catholiques dits « de gauche », de *Témoignage chrétien*, et les progressistes sont aussi dans le coup et sont les instruments les plus sûrs de la manœuvre.

Pendant ce temps, la situation des enfants Finaly devient alarmante. La presse nous a appris récemment qu'ils étaient malades. On a même dit que l'un d'eux était mort. La chose est démentie par les milieux catholiques, mais sans preuves. Comment les croire sur parole ? Sauf quelques initiés, personne ne sait rien. La justice bourgeoise s'est fait consciemment berner. C'est son rôle !

Il semble nous souvenir qu'il y a quelques années, une jeune femme, Bertha Hertogh, Hollandaise de Singapour, sauvée par une famille musulmane lors de la menace japonaise, et mariée à un Musulman, fut arrachée à sa nouvelle famille par un jugement des tribunaux, aux acclamations des catholiques. Auparavant, une vaste campagne de presse avait été montée pour « alarmer » l'opinion cléricale mondiale. Finalement, l'Eglise a eu gain de cause en cette affaire, la jeune femme, contre son gré, a été rendue à la religion qui, aujourd'hui, contre toute logique, cloître deux enfants circoncis et héritiers d'une grosse fortune. Ces gens ont la mémoire courte. Nous devons manifester partout notre indignation, exiger des précisions sur la santé de Robert et Gérald Finaly, et réclamer sans cesse leur retour immédiat en France. Il faut remporter cette victoire sur le cléricalisme envahissant.

Michel MALLA.

Les Comités d'Entreprise

Le projet Gazier

Une fumisterie pour les travailleurs — Un épouvantail pour les patrons

Une excellente affaire pour M. Gazier

SOUS le n° 6611 (!) le député socialiste et ancien ministre Gazier avait déposé une proposition de loi destinée à élargir les attributions du Comité d'entreprise. On reparle fort de ce projet dans les milieux patronaux, au moment où ce projet datant de 1949 doit venir bientôt à l'ordre du jour de l'Assemblée Nationale.

Nous avons pu relire en entier la proposition Gazier, ainsi que les avis, dans l'ensemble assez favorables du Conseil Economique, et les critiques acerbes du Conseil National du Patronat français (brochure n° 4 bis du C.N.P.F.).

Que ressort-il du texte Gazier qui soit de nature à effrayer le patronat ?

On sait que l'ordonnance du 22 février 1945 et la loi du 16 mai 1946 ont vu dans les Comités d'entreprise des instruments de collaboration de classe et que les travailleurs élus dans ces Comités n'ont jamais pu élargir leur cadre légaliste. Ils y ont été prisonniers du patronat, confinés dans des tâches « sociales », dans l'impossibilité de démêler les bilans, parfois acculés à se faire les avocats des « difficultés » des patrons. Rares sont les Comités où des travailleurs aient pu gêner le patron ou aider leurs camarades efficacement.

Le projet Gazier ne fait que répéter en d'autres termes les dispositions de la loi de 1946. La seule nouveauté apparente qui mérite d'être signalée est peut-être celle-ci : « Le Comité d'entreprise coopère avec la direction à la fixation et à l'amélioration des conditions collectives de travail, de vie du personnel, ainsi que des règlements qui s'y rapportent, notamment pour l'établissement du règlement intérieur, la fixation des horaires de travail, l'étude des questions d'hygiène et de sécurité, la fixation des règles générales concernant la rémunération du personnel. » Or, en réalité, le code du travail prévoit déjà que l'avis du Comité d'entreprise est obligatoire pour l'établissement du règlement intérieur de l'entreprise.

Mais la seule notion de l'intervention des Comités d'entreprise sur les questions de rémunération fait se voiler la face au patronat. Ajoutons-y aussi un passage bien anodin du projet Gazier selon lequel le Comité d'entreprise serait « consulté sur les questions intéressant l'organisation, la gestion et la marche générale de l'entreprise ».

Voilà qui n'augmenterait pas d'une virgule les pouvoirs réels des Comités d'entreprise, puisque ces Comités n'ont qu'un rôle de suggestion ou de « coopération » et que le patronat peut toujours, par l'artifice de sa comptabilité, « prouver » qu'il fait le maximum possible. Et l'on sait que toute entrave au fonctionnement du Comité d'entreprise est punie... d'une amende de 500 à 5.000 francs et d'un emprisonnement de 6 jours à un an ou à l'une de ces deux peines seulement (article 24, loi du 16 mai 1946) ! Mieux, dans le projet Gazier, toute infraction qui ne peut être retenue « comme constituant le délit d'entrave » ne peut être punie que d'une amende de 200 à 2.000 francs et, en cas de récidive, de 500 à 5.000 francs ! ! ! Inutile d'insister. D'ailleurs, les patrons trouvent toujours le moyen de ne pas « entraver » le Comité d'entreprise, sans en être gênés. Signalons de plus que sur environ 16.000 entreprises qui devraient posséder un Comité d'entreprise, 9.000 seulement en ont un.

Il n'en reste pas moins que le patronat, surtout dans les périodes d'agitation ouvrière, craint que les Comités puissent se transformer. D'ailleurs, même en période de calme, le patronat est rebelle à tout ce qui limite (ou a l'air de limiter) ses prérogatives : il est d'autant plus jaloux de son autorité et des formes extérieures qu'elle revêt, qu'il se souvient de 1936. Le patron veut être maître absolu de son entreprise. Il veut commander, mais directement, sans avoir besoin de ruser avec un Comité, si impuissant soit-il. Enfin, si les Comités d'entreprise doivent concourir à maintenir le régime capitaliste, les patrons entendent que ce soit à leur profit et non à celui des nouveaux patrons de l'Etat, ils veulent que le capitalisme privé tienne le plus longtemps possible contre les nationalisations et le capitalisme d'Etat.

Quant aux travailleurs, ils comprennent qu'ils n'ont pas grand-chose à attendre des Comités d'entreprise, même revus et corrigés par M. Gazier. Ils savent que la prise des usines ne se fera pas par les Comités d'entreprise, organismes viciés jusqu'aux moelles par la collaboration avec le patron, mais par des Comités de gestion désignés par les travailleurs, révocables et contrôlés par eux et destinés à remplacer le patronat, non à partager le pouvoir avec lui.

Il reste que l'opération est excellente pour M. Gazier et ses amis. D'abord sur le plan électoral, et l'ex-ministre ne manque jamais de faire valoir sa proposition. Ne voilà-t-il pas la preuve qu'il est un député « ouvrier » que le patronat combat farouchement? Ensuite sur le plan réformiste en général : pour Gazier et les siens, il ne s'agit pas de détruire le capitalisme et l'Etat, mais de substituer aux capitalistes privés une techno-bureaucratie d'Etat dont les politiciens « socialistes » entendent faire partie.

Au fond, entre le C.N.P.F. et la S.F.I.O., la lutte est claire, malgré que chacun des deux veuille lui donner extérieurement d'autres motifs : il s'agit d'une lutte pour le profit et le pouvoir.

Les travailleurs comprennent de plus en plus que le vrai combat se mènera contre les deux détrousseurs du travail : le patronat et les bureaucrates qui osent se dire les représentants du mouvement ouvrier.

G. FONTENIS.

A TRAVERS LA PRESSE OUVRIÈRE

Les éléments " sains " du capitalisme

FORCE OUVRIERE du 28-5-53, dans son éditorial signé R. Bothereau, passe en revue les aspects actuels de la politique après la chute de Mayer et se félicite *(on n'est jamais si bien servi que par soi-même)* des derniers travaux du C.C.N. De plus, il appuie sur la justesse de vue de ce dernier en ces termes :

N'avait-il pas raison, notre C.C.N., de s'adresser en un énergique appel « à tous les éléments sains du pays » ?

Soit, que F.O. fasse appel à des éléments sains, mais pourquoi ne les désigne-t-elle pas ?

Un coup de patte à Manuel Bridoux, du *Rassemblement*, c'est dans le jeu des réformistes, qui veulent se donner des grands airs de révolutionnaires. Puis la haine s'étale au grand jour, plus virulente contre la C.G.T., en cette phrase :

Et c'est pour éviter que la gangrène se mette dans le mal que le C.C.N., fidèle à la ligne des décisions de Congrès, présentes à son esprit, a tenu à les rappeler dans un texte condamnant les unités d'action voulues par la C.G.T.

Après cela, on viendra nous conter que les ouvriers qui adhèrent à la C.G.T. font le jeu des staliniens, alors que F.O. et toute sa séquelle de traîtres en puissance et en actes se fabriquent des verges dont se plaisent à les fouetter les bonzes staliniens de la C.G.T.

Mais quels sont donc ces éléments sains ? Cela nous inquiète ! Car une bonne partie de la classe ouvrière est adhérente à la C.G.T., la plus grande masse certes est inorganisée, du beau travail dont peut s'enorgueillir F.O., la Centrale jaune par excellence.

Eh bien, les voilà: Et je te les racole, et je te cligne de l'œil. Tu viens, chéri ? F.O. aurait-elle son siège dans les parages de la rue Quincampoix ?

F.O. fait la moue d'une petite insatisfaite vis-à-vis du *Rassemblement*, comme nous le citions ci-dessus, mais, dans ce même numéro, elle s'allie avec la C.G.S.I.-Indépendants *(sic)* dans un comité d'action constitué à Sochaux, puis, au sujet de la grève des cheminots, elle étale sa trahison au grand jour et en première page, par son alliance avec la C.F.T.C., la C.G. Cadres, qui, après un accord conclu avec le ministre des Travaux publics, qui n'apporte nulle augmentation de salaire aux travailleurs du Rail, elle se glorifie impudiquement d'avoir lancé le mot d'ordre de grève du 27 mai, avant la C.G.T., que pour mieux saboter cette action quelques jours plus tard. Les faits sont là. Les éléments sains, ce sont tous les ministres du régime capitaliste, ce sont toutes ces Centrales qui n'ont été créées que pour apporter la division dans le mouvement ouvrier. Qu'elles soient en désaccord politiquement avec les dirigeants de la C.G.T., c'est certain, mais nous aussi, et ce n'est pas une raison pour diviser la classe ouvrière. F.O. est un agent servile du capitalisme français. Les éléments sains à qui fait appel F.O. sont des pourris !

FLAMAND.

Cheminots, votre grève a été sabotée

Les saboteurs siègent au sommet des Centrales Syndicales Ouvrières

Aux termes d'un accord signé avec le ministre des Travaux publics, les Centrales syndicales F.O., C.F.T.C. et C.G.C. ont demandé à leurs adhérents de ne point arrêter le travail le 22 mai, date qui avait été reportée au 27 mai.

Cette grève n'a pas eu lieu et pour cause

Mais pourquoi la presse de F.O., de la C.F.T.C., de la C.G.C et même de la C.G.T. (ce silence est lourd de conséquences pour cette dernière, car elle la rend complice de ce qui s'est tramé à l'insu et contre les cheminots) a-t-elle fait le silence sur les modalités de cet accord ?

La Fédération Anarchiste qui, dans son récent Congrès a confirmé qu'elle restait fidèle aux luttes ouvrières et qu'elle continuerait à défendre le prolétariat contre toutes les saletés, toutes les infamies qui sont faites ou dites en son nom, n'entend pas garder le silence. Nous ouvrons le dossier

L'accord conclu porte sur une rémunération supplémentaire, appelée part de productivité, en fonction des économies réalisées sur le travail. En voici l'explication :

Le système des parts de productivité est le suivant : à la date du 1er février 1953, la S.N.C.F. avait réalisé depuis le 1er janvier 1951, une économie de 270 millions d'heures de travail, ce qui lui permet d'accorder une augmentation de salaires de 4 à 5 % Chaque fois que cette économie d'heures de travail s'accroîtra de 100 millions d'heures (soit 8.000 agents en moins), une nouvelle augmentation de salaires sera allouée.

La S.N.C.F. espère arriver en quatre étapes à un total d'économies de 570 millions d'heures (toujours depuis le 1er janvier 1951), qui correspond à un relèvement moyen des salaires de 12 %. La première tranche qui vient d'être mise en application se traduirait, pour les catégories les plus basses, de 9.000 à 1.500 francs.

La S.N.C.F emploie actuellement 400.000 cheminots contre 520.000 avant guerre.

Voici explicitement les termes de l'accord

Cheminots ! voilà pourquoi les bonzes des Centrales précitées ont saboté votre action

La productivité est devenue le cheval de bataille des Centrales. Il faut produire, produire, mot d'ordre si cher au P.C. à la libération. Vous savez ce que cela a donné : baisse des salaires, augmentation du chômage, enrichissement accru des exploiteurs.

Cheminots ! il vous appartient de briser le carcan qui vous étreint.

Les nouvelles méthodes de travail appliquées à la S. N. C. F. seront donc amplifiées. Une armée de cadres, garde-chiourmes poussera à la production dans les services divers (ateliers, gares de triage, manutention, etc.). La S. N. C. F. entend diminuer ainsi le nombre de ses agents. mais non point les cadres.

Cheminots ! 120.000 des vôtres ont été retirés des services des chemins de fer, ce qui procure un gain de 40 milliards annuels, mais n'a pas diminué d'un iota le déficit de la S. N. C. F.

Cheminots ! il faut reprendre le combat. A l'exemple de vos camarades de la gare de Lyon qui n'ont pas attendu les « ordres » des dirigeants syndicaux, il faut de nouveau entrer dans la lutte pour :

Salaire minimum de 35.000 francs.

Un mois de congé payé intégral.

Sécurité du travail par la titularisation de tous les auxiliaires.

Votre victoire est entre vos mains. Un seul moyen : **LA GREVE**

R. JOULIN.

UN AVEU

Nous recevons ceci de Périer mis en cause dans notre article intitulé « Collaboration de classe » du numéro 362. Nous ferons simplement remarquer à Périer que Le Libertaire *n'insère aucun article d'un anonyme. Nous avons le nom et l'adresse de notre correspondant, mais la rédactiou de notre journal est seule responsable de la signature du précédent article. Pour le reste nos lecteurs jugeront.*

SIMPLE RÉPONSE

Le « Libertaire » ferait bien de s'adresser aux sources de la vérité avant d'insérer la copie d'un inconnu qui n'ose signer de son nom véritable, et qui a le mérite d'être sans courage, « B., cheminot à Trélazé ».

Est-ce un stalinien vidé de la corbeille angevine ces temps derniers ? ou bien est-il un admirateur de Péponne ? Savoir ? Dans tous les cas ce cher « B » devrait être au courant de l'activité du C.I.L.

Cet organisme de construction est purement technique, les éléments qui composent le conseil d'administration sont les représentants qualifiés des organisations ouvrières et patronales, qui ne discutent que des questions de construction de logement.

Les organismes patronaux qui adhèrent au C.I.L. versent des cotisations en pourcentage variable sur les salaires payés, ils veulent et cela se conçoit être représentés aux C.I.L. qui deviennent des organismes paritaires.

« Le Courrier de l'Ouest » a relaté dans un de ses numéros le compte rendu de l'assemblée générale statutaire, ou en ma qualité de secrétaire j'assistais et en compagnie d'autres délégués ouvriers notamment mes camarades Nion, instituteur, Canel, ingénieur des ponts et chaussées et mon camarade du bâtiment Furet. Ce jour-là le Conseil d'administration avait décidé d'offrir un vin d'honneur à 120 compagnons du bâtiment, en quoi cela entraînait en conséquence le fait de trinquer avec mes camarades du bâtiment. Les patrons présents ont également trinqué et après, sommes-nous pour cela « vendus » à ce patronat. Si ce jour-là nous avons trinqué avec tout le monde c'est que notre assemblée générale s'est faite sur le tas du chantier et dans un immeuble en construction Les cheminots « B » et « C » sont très mal venus de parler de collaboration et certainement le « B » en question. J'ai suffisamment d'honnêteté pour prendre mes responsabilités devant n'importe quel public et pour ce je n'ai aucune leçon à recevoir de personne, ce n'est pas moi qui admire « Péponne et le Don Camillo » de Trélazé, à d'autres la corvée.

Je voudrais bien savoir où était « B » cheminot de Trélazé lorsqu'il y a deux ans nous nous sommes bagarrés avec « les baladins du Bon Dieu », je pense avoir démontré assez d'audace pour me dresser contre ces nouveaux chevaliers de la roulotte. Pendant la campagne électorale municipale j'ai seul porté la contradiction aux R.P.F. d'Angers, seul j'ai dit à M. le Maire ce que je pensais de sa politique et de son équipe. Tous les « B et les C » de Trélazé et d'Angers ont brillé par leur absence, ce soir-là un auditeur m'a qualifié de « libertaire », 500 personnes ont entendu ma réponse et presque la totalité de la salle a applaudi lorsque j'ai revendiqué le droit de l'être et d'y rester et *j'ai déclaré que le plus difficile était de dire ce que l'on pensait au lieu de penser et de ne rien dire.*

Pour terminer je renouvelle mes déclarations et revendique à tous les « B et C » de Trélazé et d'Angers, le droit de dire ce que je pense quel que soit le milieu où mes obligations professionnelles et syndicalistes m'appellent à militer.

Lorsque ma conscience explose je ne présente pas de paravent aux éclats, tant pis pour ceux qui les reçoivent.

Que tous les « B et C » en fassent autant.

A. PERIER,
militant de Force Ouvrière.

MISE AU POINT

Le Comité National de la Fédération Anarchiste rappelle que « Le Libertaire » est le seul organe officiel de la Fédération Anarchiste édité sous sa responsabilité et contrôlé par l'ensemble des militants.

A part le bulletin local pour la ville de Mâcon et celui de l'usine Renault à Paris, édités par des groupes appartenant à la F.A., aucun autre journal, bulletin ou revue ne peut se recommander de notre organisation.

Le Comité National tient particulièrement à préciser que la feuille titrée : « Le Rail enchaîné », organe de l'Alliance Syndicale des Cheminots Anarchistes de France et de l'Union française (!!) est éditée sous la seule responsabilité des personnalités qui s'en réclament.

Et bien que se déclarant anarchistes, il est encore à préciser qu'aucun des rédacteurs de cette feuille n'appartient à la Fédération Anarchiste.

Ces précisions nécessaires nous sont imposées par le fait que les élucubrations des rédacteurs de cette feuille dépassent les bornes qui sont permises à la fantaisie pour s'exprimer sans que le doute se fasse sur la bonne santé cérébrale des auteurs.

Le Comité National informe que tous les journaux ou bulletins locaux édités et rédigés dans le respect de l'orientation et des tactiques prises dans les Congrès par des groupes de militants appartenant à la Fédération Anarchiste sont officialisés par leur annonce dans « Le Libertaire ».

La comédie du

Buckingham-Circus

A l'heure où ces lignes paraîtront (suivant la formule consacrée) Sa Gracieuse Majesté Elisabeth « Lilibeth » pour les amis, sera officiellement et dans les règles reine d'Angleterre, des Dominions et du reste. La foire terminée, chacun se retrouve devant son petit bilan : la reine avec un sérieux mal de caboche (la couronne pesant dans les deux kilos, il faut se mettre à sa place à cette petite) les quatre cent mille jobards ayant passé la nuit à attendre sous la pluie et le vent, avec leurs rhumes, bronchites et autres fluxions de poitrine, sans compter les enfants amenés là par des parents quasi criminels. Enfin, dernier détail, les contribuables du pays feront connaissance avec la note, signalons en effet que le coût de la cérémonie s'élève à lui seul à plus d'un million de livres, soit environ 1 milliard de nos valeureux francs. Comme dans tout Etat, si démocratique soit-il, la règle est de faire participer dans une très large mesure le citoyen aux dépenses publiques, pas de raison qu'il en aille différemment de ce côté de la Manche.

Une fois de plus, la maestria des gouvernements à déclencher l'hystérie collective, se sera manifestée à l'occasion de ce couronnement. Chapeau. Car pour ladite cérémonie, ce fut véritablement scientifique, dosé, calculé. Les responsables ne s'en cachèrent d'ailleurs pas et la radio confirmait, il y a quelques jours, qu'il s'agissait rien moins que de mettre la population anglaise dans un état d'esprit comparable à celui des fêtes de la victoire de 1945. Au cours de cette très édifiante émission, le speaker s'étendit complaisamment sur le sérieux et la minutie apportés dans la préparation du « Coronation Spirit » (littéralement : esprit du Couronnement). Au début, les écrits, revues, magazines préparèrent le terrain plusieurs mois, voire plusieurs années à l'avance, puis la radio, le cinéma, la publicité en tous genres achevèrent le travail. Dans les écoles, des cours spéciaux étaient consacrés à la « préparation » des gosses, tout le monde eut droit à la drogue et de fait, en voyant la méthode et ses résultats, le mot intoxication monte immédiatement aux lèvres. Tout un peuple fut progressivement soumis à une offensive psychologique sans précédent, la température montant avec l'approche de l'événement, celle-ci savamment dosée par les « spécialistes » du genre.

Avec l'indécence des richesses exposées, des sommes colossales dépensées, tout ceci en une époque où meurent de faim des millions de « sujets » appartenant à de lointains Dominions, avec cette constatation de l'horrible luxe toujours déployé à l'occasion de monumentales niaiseries de type national, c'est cet aspect inquiétant de la perfection des moyens de propagande destinés à façonner l'enthousiasme des foules, que nous retiendrons en conclusion. A ceux qui seraient tentés de sousestimer l'habileté démagogique des dirigeants (de quelque pays que ce fût) la frénésie britannique rappelle une autre préparation, celle des deux blocs en présence. Là aussi, on « dose » scientifiquement, là aussi on « prépare » les adultes, les enfants. Malheureusement, cela ne sera pas pour voir passer une couronne, mais des milliers et des millions de couronnes. Des couronnes que l'on appelle mortuaires.

CHRISTIAN.

Au service de la propagande

Lisez, faites lire à
tous vos camarades de travail

MANIFESTE

du

COMMUNISME LIBERTAIRE

Problèmes essentiels

La brochure, 60 fr.; franco, 75 fr.
C.C.P. René LUSTRE, Paris 8032-34

REDACTION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy
PARIS (10e) C.C.P 8032-34

FRANCE-COLONIES
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Frs
AUTRES PAYS
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.

Pour changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

Le Gérant : René LUSTRE.

Impr. Centrale du Croissant
19, rue du Croissant, Paris-2e
F. ROCHON, imprimeur.

Amis Lecteurs...

Pour vos vacances... du 1er juin au 30 septembre nous vous offrons une série de lots de livres cédés au prix coûtant. En même temps que vous agrémenterez vos loisirs, vous aiderez votre journal.

1er LOT : 650 francs

E. Cœurderoy. — Jours d'Exil (1849-1851)
» — » (1853-1854)
» — » (1854-1855)

2e LOT : 850 francs

D.-O. Evans. — Le Socialisme romantique.
N. Makhno. — La Révolution russe en Ukraine.
M. Collinet. — La Tragédie du Marxisme.

3e LOT : 950 francs

H. Beuve-Méry. — Réflexions politiques (1932-1952)
Engels-Marx. — Correspondance (1867-1883).
» — » (1884-1895).

4e LOT : 550 francs

L. Trotzki. — Pages choisies et expliquées de Marx.
J. Grave. — Réformes, Révolution.
C. Berneri. — Le juif antisémite.

5e LOT : 2.500 francs

P. Mus. — Viet-Nam, sociologie d'une guerre.
P. Devillers. — Histoire du Viet-Nam de 1940 à 1952.
J.-J. Brieux. — La Chine du nationalisme au communisme.

6e LOT : 950 francs

T. Mende. — L'Inde.
V. Serge. — Mémoires d'un révolutionnaire.

7e LOT : 1.000 francs

Henry Poulaille. — Pain de soldat.
» Le Pain quotidien.
» Les Damnés de la terre.
» L'Enfantement de la paix.

8e LOT : 450 francs

F. Planche. — Kropotkine.
C. Marker. — Regards sur le mouvement ouvrier.
P.-J. Proudhon. — Du principe fédératif.

9e LOT : 1.000 francs

J. Cervione. — La Femme du docteur.
G. Glaser. — Secret et violence.
R. Robban. — Si l'Allemagne avait vaincu.

10e LOT : 500 francs

R. Vailland. — Bon pied, bon œil.
A. Rimbaud. — Un cœur sous une soutane.
M. Audoux. — L'Atelier de Marie-Claire.

11e LOT : 500 francs

C. Abdullah. — Maison d'enfants.
J. Humbert. — En pleine vie.
Dr Laurence. — La Connaissance paranormale.

12e LOT : 1.500 francs

V. Crastie. — André Breton.
A. Memmi. — La Statue de sel.
C. Himes. — La Croisade de Lee Gordon.

13e LOT : 1.200 francs

B. Brecht. — Le Roman de quat'sous.
F. Boyer. — Jeux interdits.
F.-R. Delavalle. — Le Jeu solitaire.

14e LOT : 850 francs

Entretien psychiatriques 1952.
La Méthode des fables en psychanalyse infantile.
La Connaissance paranormale.

15e LOT : 850 francs

Voline. — La Révolution inconnue (1917-1921).
Mohammed Oib. — Algérie, la grande maison.
R. Neumann. — Colin-Maillard.

En 1950 parut un bulletin ronéotypé qui s'intitula *La Lutte*. Les rédacteurs prétendaient être des militants du P.C.F., sortis des rangs pour organiser un mouvement communiste indépendant. La raison était l'étouffement de la démocratie à l'intérieur du P.C.F. par l'appareil bureaucratique.

La Lutte est apparue immédiatement suspecte car, si l'ex-député du P.C.F. Darius Le Corre, authentifiait que le nommé Jean Lebreton, s'appelant tour à tour Jourdan, Legrand, Renoir, Jiherel, Nédélec, Péro, etc., et qui fut responsable P.P.F. sous l'occupation et incarcéré pour fait de collaboration en 46-47, partageait la direction de *La Lutte* avec Le Corre.

Ce bulletin fut bientôt imprimé puis disparut pour reparaître récemment, de nouveau ronéotypé. En juin 1951 une rupture eu lieu entre Le Corre et Lebreton. La cause en serait, d'après les accusations que se sont porté les antagonistes, une question de rivalité face au bailleur de fonds qui serait un groupe d'industriels.

Après cette rupture au sein de la direction de *La Lutte*, un des collaborateurs nommé Lepetit s'en alla fonder un nouveau journal, aussi suspect et qui s'intitule *Démocratie Prolétarienne*.

La création et la disparition de tous ces journaux soi-disant ouvriers aux origines toujours douteuses, nous ont toujours laissé indifférents, faisant confiance à la vigilance de nos militants. Mais cette fois il nous a semblé nécessaire et urgent d'intervenir. En effet, *La Lutte*, dans un récent numéro a consacré un article sur l'unité ouvrière et fait appel à « ses militants » pour qu'ils prennent contact avec ceux de la Fédération Anarchiste. *Démocratie Prolétarienne* prétend également rassembler « une gauche ouvrière autour des militants syndicalistes, des socialistes révolutionnaires ou *libertaires*.

Nous mettons en garde tous les militants de notre Fédération Anarchiste. Aucun contact n'a jamais été pris entre le Comité National et les directions de ces journaux suspects. Nous tenons à dénoncer ces journaux et les individus qui les dirigent comme nous déclarons nous désolidariser à l'avance de toute initiative prise par eux, même si au premier abord cette initiative semblait détachée de tout intérêt démagogique.

Les militants de la F.A. n'ont aucune raison de refuser la discussion avec les militants de base honnêtes de ces groupes représentés par ces journaux suspects. Notre travail de propagande et d'éclaircissement peut y gagner mais le rôle de nos militants qui seraient en contact avec ces lecteurs de *La Lutte* ou de *Démocratie Prolétarienne*, doit être d'abord de détromper ces camarades abusés par la démagogie de ces journaux.